

5c. Journal du Lot 5c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements Ces prix doivent être doublés pour l'édition quotidienne. 3 mois 6 mois 1 an LOT et Dépt. limitroph. 3 fr. 5 fr. 9 fr. Autres départements.... 3 fr. 50 6 fr. 11 fr. Les abonnements se paient d'avance	Rédaction & Administration CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS A. COUESLANT, Directeur L. BONNET, Rédact. en chef Les annonces sont reçues au bureau du Journal.	Publicité ANNONCES (la ligne ou son espace)..... 50 cent. RÉCLAMES (— a —)..... 75 cent. Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le « Journal du Lot » pour tout le département Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Par ordre du ministère et sous menace de saisie, d'abord, de suppression ensuite, nous devons, désormais, vendre le « Journal du Lot » dix centimes, ou accepter de paraître sur le format du présent numéro. (« Il faut économiser le papier », — c'est pourquoi, fois par semaine, les grands quotidiens ont 4 pages!!!). — Nous nous inclinons devant la force, tout en protestant contre le décret illégal du 10 août 1917. — Nous condenserons la matière de façon à donner le plus de texte possible dans ce format exigü ! — Nos lecteurs, nous en avons la conviction, nous sauront gré d'avoir maintenu le prix de 5 cent. (Nous insérerons cet avis dans tous les numéros, pour expliquer ce format aux lecteurs nouveaux.)

On demande un député courageux

En nous aposant ce format ridicule, le décret ministériel du 10 août, parfaitement illégal, nous contraint à condenser d'une façon exagée nos commentaires quotidiens.

Restait possibilité employer style nègre. Remède sûr et peu goûté lecteurs !... Va donc sur la condensation.

Pourtant, une autre solution gouvernementale est beaucoup plus simple. Il faut économiser le papier et le charbon nécessaire à la production, dit le ministre, Piètre chose. Pour économiser le papier, un MOYEN était efficace : obliger TOUS les journaux à paraître, TOUS les jours, 4 pages, et ne pas imposer un prix exorbitant qui ne regarde en rien le gouvernement. ALORS, on aurait eu, vraiment, l'économie de papier. Mais c'était aller à l'encontre des gros quotidiens qui devaient, dans certains cas, refuser les annonces productives. On a préféré frapper la masse des petits journaux. En les obligeant à se vendre dix centimes, on supprimait la concurrence des grandes feuilles qui augmentaient leurs prix. C'est le ministère qui agit ; ce sont les gros quotidiens qui tirent les conclusions. C'est d'une cranerie relative.

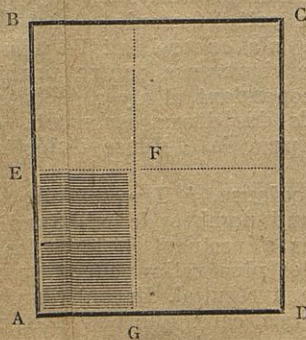
Aussi, de la terre tourne, mais les principes sont immuables : ce sont toujours les petits qui sont frappés.

Espérons un député, ou un sénateur courageux — au risque d'être en... farine par la grande presse — osera développer ce thème à tribune : *Tous les journaux invariablement à 2 pages et prix de vente libre.* Là, sagement, est l'équitable solution.

Les journaux ne peuvent pas vivre à 5 cent., n'ont-ils pas le droit de se plaindre à certad'entre eux de faire des sacrifices, ce regarde-t-il le gouvernement ?...

Nous perra-t-on, maintenant, de démontrer la ANTE INJUSTICE du décret, comme s'agissait de résoudre un vulgaire problème :

Soit un rectangle de papier ABCD.



Le Gouvernement permettant aux journaux qui se vendent DEUX SOUS de céder la feuille complète ABCD, quel est le format qui sera toléré pour les journaux qui se vendent UN SOU ?

Sans avoir fait d'algèbre ni de trigonométrie, vous répondrez :
La MOITIÉ de la feuille.

Vous n'y êtes pas.
 Aux journaux qui veulent maintenir leur ancien prix, le Gouvernement permet simplement de céder, pour un sou, le carré AEFG, soit le QUART du grand format.

C'est ça la justice ! c'est ça l'égalité entre les grands quotidiens puissants et les petits journaux.... dont il faut supprimer la concurrence !...

Merci tout de même pour la petite presse !...

A. COUESLANT.

LA SITUATION

La déclaration ministérielle et la presse. — La réponse de Berlin au Vatican. — En Russie. — L'incident Suédois. — Les Allemands voudraient traiter avec la Roumanie. — Sur les fronts.

La presse fait, d'une manière générale, bon accueil à la déclaration ministérielle. Quelques-uns de nos grands confrères auraient voulu une note moins abstraite, d'autres, trouvent cette déclaration terne et insuffisante. Mais il n'est pas d'exemple qu'un ministère ait été accueilli par d'unanimes louanges. Aussi bien les paroles importent peu. Ce qu'il nous faut, ce sont des actes. Or, si M. Painlevé affirme que ce serait un crime de prolonger inutilement la guerre, il déclare aussi que l'abrégé par faiblesse, serait condamner la France à un honteux servage.

Cela nous suffit, si les actes suivent les paroles. Et l'*Echo de Paris* dit, avec infiniment de raison : « le meilleur gouvernement, le vrai gouvernement de guerre sera celui qui parlera le moins, mais qui agira le plus ».

Souhaitons que le ministère Painlevé adopte cette devise.

L'Allemagne a répondu au Vatican. Les *Dernières Nouvelles de Munich* annoncent que la note de Berlin « n'aborde nullement le détail de la question de Belgique et autres questions

territoriales ». De quoi donc Guillaume peut-il bien parler ?... Car enfin, le seul moyen pour Berlin de placer le pape en bonne posture serait de faire aux Alliés des propositions concrètes.

Le Kaiser préfère rester sur la réserve et placer son espoir dans la défection de la Russie ou la lassitude des Occidentaux ; cela lui permettrait, pense-t-il, de trouver le joint pour sortir d'une situation désespérée d'une façon... honorable.

Vain calcul. Les Alliés resteront unis jusqu'au jour du châtement nécessaire et inéluctable.

L'aventure de Korniloff ayant pris fin, on nous annonce que l'autorité de Kerensky grandit et qu'il veut en profiter pour se soustraire à l'influence des maximalistes. Si le fait est exact, on ne saurait trop s'en réjouir, car c'est dans ce parti maximaliste que Lénine a fait des adeptes qui ont accompli, sur le front, la jolie besogne que l'on sait !...

Si donc Kerensky accorde aux généraux pleins pouvoirs pour rétablir la discipline dans l'armée, la Russie peut être sauvée. S'il n'ose pas rompre avec les extrémistes qui ne rêvent que désordre, c'est le gâchis définitif... Mais le concours américain compenserait, et au delà, la déception que nous aurions de ce côté.

L'affaire suédo-allemande n'est pas près d'être solutionnée, en dépit des excuses de Berlin. On sait que les Boches avaient essayé d'assimiler leur cas à celui de l'Amérique qui avait correspondu avec Constantinople par l'intermédiaire de Stockholm. Or, il a été établi que les télégrammes américains étaient remis en *texte clair* à la légation suédoise ; cette dernière chiffrait les dépêches et les acheminait ensuite. C'était d'une loyauté complète.

Tel n'est pas le cas des télégrammes transmis, de l'Argentine, à Berlin par Stockholm. Heureusement pour la Suède qui, si elle avait connu le contenu des dépêches, aurait fait acte d'hostilité contre l'Entente et contre une nation neutre !...

Il n'en reste pas moins une complicité fâcheuse à l'actif de Stockholm.

La presse allemande polémique fermée sur cette question. L'acte de Luxembourg paraît inadmissible au *Vorwärts* qui proclame la faillite de la diplomatie al-

lemande. Les autres journaux ont moins de franchise, mais aucun n'ose défendre Luxbourg.

Quoi qu'il en soit, le résultat de l'aventure est la chute probable du ministère suédois. Les Alliés ne peuvent qu'y gagner.

Les Allemands, impuissants à triompher des Alliés, par les armes, poursuivent la série de leurs manœuvres pacifistes pour arriver à dissocier les Alliés.

M. Dendramis, ancien ministre grec, en Roumanie, nous en fournit une preuve nouvelle.

M. Dendramis était resté à Bucarest lors de l'invasion allemande. Représentant d'un Etat neutre (la Grèce de Constantinople), il ne fut pas inquiété, et il a pu rentrer en France. Le diplomate hellène, libre aujourd'hui de manifester ses sympathies, a été interviewé par le Journal.

M. Dendramis a rapporté l'opinion de nombreux officiers allemands, qui tous, espèrent que Berlin pourra traiter séparément avec la Roumanie.

Guillaume rechercherait cette paix :
1° Pour influencer les Neutres et l'Entente. Cette défection d'un allié aurait, croit-on, une influence morale décisive chez nous.

2° Pour établir la domination économique teutonne en Roumanie.

3° Pour pouvoir peser sur l'Autriche par l'intermédiaire d'une Roumanie germanisée. Car, dit M. Dendramis, les relations austro-allemandes sont plus tendues qu'on ne le croit, et l'Allemagne « a besoin de l'appui des Roumains ».

Il en sera de cette manœuvre comme de celle de Stockholm, comme celle du Vatican, elle échouera lamentablement.

Il n'en est pas moins intéressant de constater combien les Boches sont à la recherche d'une paix anticipée qui les sauverait du désastre.

La situation ne se modifie pas sur les divers fronts.

Cependant, l'artillerie est active sur tous les fronts occidentaux et cela semble indiquer des actions prochaines, inévitables, du reste, avant l'hiver.

A. C.

Sur le front belge

Officiel. — Au cours des deux dernières journées, notre artillerie a exécuté de nombreux tirs sur les communications de l'adversaire, notamment vers Leke, Einsdyck, Hoochandeken, Essen, Predicboom, Clercken, Zarren et Kruisstraat, en représailles de tirs effectués sur divers points des régions de Ramscapelle, Costkerke et Saint-Jacques-Capelle.

Le raid aérien sur Stuttgart

Les journaux allemands, parlant du raid aérien sur Stuttgart, disent que les aviateurs alliés ont accompli dimanche matin, entre 8 et 10 heures, un raid sur Stuttgart, Tubingen et Freudenstadt ; dans l'après-midi, entre 2 et 3 heures, un aviateur a de nouveau jeté des bombes aux environs de Stuttgart et d'Oberndorf.

L'affaire Turmel

Ainsi qu'on le faisait entendre ces jours derniers, il pourrait fort bien se faire que

les affaires Almereyda, Bolo pacha et Turmel n'arrivent à faire qu'une seule et unique affaire.

L'aide du Japon

Le Japon et les Etats-Unis porteront leurs premiers efforts sur la réorganisation générale de tous les chemins de fer russes et sur le ravitaillement de la Russie via Japon.

C'est ainsi que l'accord qui vient d'être conclu porte non seulement sur le ravitaillement de la Russie mais aussi sur la fourniture des vivres et des objets manufacturés.

Le premier envoi des wagons commandés pour le compte de la Russie aux Etats-Unis est arrivé la semaine dernière à Nangasaki.

Les représentants votent les crédits

La Chambre des représentants de Washington a voté à l'unanimité un projet de crédits, s'élevant à sept milliards de dollars, pour l'armée, les fortifications et la marine marchande.

L'Argentine sur le point de rompre

La séance du Sénat, qui devait avoir lieu relativement à l'affaire von Luxbourg, a été ajournée. On assure que la majorité du Sénat est favorable à l'adoption d'une mesure énergique et définitive envers l'Allemagne.

EN RUSSIE

Les dépêches de Petrograd concernant le front de Riga continuent à être rassurantes. Il serait certes encore téméraire d'affirmer que Mackensen a complètement renoncé à marcher sur Dvinsk, mais pour l'instant, il aurait arrêté sa concentration de ce côté.

Les Russes ne se contentent plus de tenir, ils avancent et les Boches ont dû envoyer des renforts à Riga.

Il semble donc que l'offensive allemande sur Petrograd est pour l'instant ajournée ou manquée.

Korniloff voulait la dictature

Du jour où le général Korniloff fut nommé commandant en chef, celui-ci s'était concerté avec le gouvernement provisoire sur les mesures à prendre pour établir les effectifs de l'armée. La plupart des mesures recommandées par le général furent acceptées par le gouvernement. La décision du gouvernement ne put cependant pas être mise à exécution à la suite d'une demande inattendue du général Korniloff, exigeant que la dictature lui fût remise.

Les circonstances qui amenèrent le général Korniloff à engager une telle action seront élucidées par les tribunaux.

Pas de lutte fratricide

Un détail relatif à l'ancien généralissime vient d'être signalé : Korniloff avait donné à ses soldats, en même temps que l'ordre de marcher sur Pétrograd, l'instruction formelle de ne tirer, à aucun prix, aucun coup de fusil sur les troupes du gouvernement provisoire.

Sur le front italien

(Officiel). — Pendant la journée d'hier, en plusieurs endroits du front du Trentin, nos petits groupes de reconnaissance et des concentrations de nos troupes ont tenu vivement l'adversaire en échec, lui ont infligé des pertes et ont causé les dégâts à ses ouvrages de défense.

Dans la direction de Carzato, val Guggiana, un de nos détachements a réussi à s'avancer au delà des lignes ennemies du torrent Maso, et à capturer 200 prisonniers.

CHAMBRE DES DEPUTES

Séance du 19 septembre 1917

La Chambre reprend la discussion des interpellations.

M. Lemery expose que le président du Conseil doit inaugurer une politique nouvelle. Parlant des opérations de guerre, il déclare qu'il faut moins d'effectifs au front et plus d'effectifs aux champs et dans les usines.

M. Brunet parle en faveur de la Société des nations, et M. Brel observe que la question de ravitaillement doit faire les préoccupations constantes du Gouvernement.

M. Painlevé répond aux interpellateurs. Il déclare qu'il faut avoir un plan, s'y tenir, l'exécuter. Il faut agir tout de suite.

Au point de vue intérieur, il affirme qu'il est opposé à une politique de répression. Et à ce sujet, il fait l'éloge de la politique observée pendant ans par M. Malvy.

Il demande à la Chambre de donner pleine confiance pour la réalisation du programme exposé par le Gouvernement.

Un ordre du jour de confiance est voté par 378 voix, contre 1.

Chronique

Agir, sans retard !

Le nouveau gouvernement paraît très disposé à agir.

« Avoir un plan, a dit, M. Painlevé, s'y tenir, l'exécuter, agir, non pas dans 6 mois, mais dès demain, sans retard. »

La Chambre a applaudi le public applaudira à son tour d'excellentes paroles, si, dans quelques jours, il vient à apprendre qu'enfin ses desiderata seront accueillis et solutions.

Ses desiderata au point économique ne sont pas longs et complexes : ils se résument dans une simple formule : « Sus aux profiteurs ». C'est parce que cette formule est très simple qu'elle n'a encore fait l'objet d'aucune mesure rigoureuse contre les profiteurs.

Et cependant, il n'y a à écouter les conseils des divers groupements constitués pour la défense d'intérêts publics.

A Toulouse, à Troyes, Tulle, dans un grand nombre de villes, Syndicats, Comités s'évertuent à empêcher les mesures les plus rationnelles pour arriver à un bon résultat. Ils ont un plan précis : mais ceux qui peuvent l'exécuter ont été sourds jusqu'à ce jour.